

DÉLIBÉRATION VM 2026 05 -

Avis sur l'abondement des provisions pour créances non recouvrées du Budget Annexe 2026

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation

Séance du 18 mai 2026

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'instruction budgétaire et comptable M57 prévoit la constitution de provisions pour créances non recouvrées, en vertu du principe comptable de prudence, pour les créances de plus de deux ans. Désormais, le taux appliqué est du ressort de la collectivité (15% minimum obligatoire auparavant).

Au 1^{er} janvier 2025, le montant à provisionner pour les créances non recouvrées de plus de deux ans était de 7 765 €.

Au 1^{er} janvier 2026, ce montant doit être porté à 27 965 €. Il convient donc d'abonder les provisions pour créances non recouvrées de plus de deux ans de 20 200 €.

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président



**Avis sur l'abondement des provisions pour créances non recouvrées du Budget
Annexe 2026**

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation

Séance du 18 mai 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création de l'Agence ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable à l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées ;
Vu la délibération 2023 35 du 10 octobre 2023 adoptant le règlement budgétaire financier ;
Vu la délibération 2025 48 du 9 décembre 2025 adoptant le budget annexe régie Vélib' 2026 ;
Vu la délibération VM 2026 02 du 18 mai 2026 sur le compte de gestion 2025 ;
Vu la délibération VM 2026 03 du 18 mai 2026 sur le compte administratif 2025 ;
Vu la délibération VM 2026 04 du 18 mai 2026 sur l'affectation du résultat 2025 au budget annexe Velib' 2026 ;

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE sur l'abondement des provisions pour créances non recouvrées de plus de deux ans pour un montant de 20 200 € supplémentaire.



Le Président,


Sylvain Raifaud